

La signature en droit international

a) Fonctions :

Elle ne crée pas de lien juridique entre les parties au traité, mais elle présente une triple signification :

1°- Elle authentifie le texte du traité.

L'authentification du texte consiste en l'attestation solennelle que les Etats qui ont participé à

la négociation ont arrêté les dispositions de façon définitive.

La signature va donner au texte du traité un caractère définitif. Il ne pourra plus être modifié

que du consentement des parties et par voie de correction du texte.

Remarque : Ceci sera souligné par la procédure prévue par l'article 79 de la [convention de](#)

[Vienne de 1969](#), en cas d' " erreur matérielle ".

2°- Elle consacre le consentement des plénipotentiaires au contenu de la négociation.

3°- Elle fixe le lieu et la date qui serviront à la désignation du traité.

En principe, la signature des accords bilatéraux se fait dans la capitale où la négociation ne s'est pas conclue.

La cérémonie de signature se déroule suivant un cérémonial précis dont l'organisation est

confiée au protocole du ministère des Affaires Etrangères ..

Dans le cas d'un accord multilatéral cette organisation revient à l'Etat ou à l'organisation

désignée comme dépositaire .

b)Formes :

En dehors de la signature pure et simple donnée par le négociateur habilité on a parfois recours à des

Titre I Les Traités

procédures particulières.

α) Le paraphe : (signature abrégée).

Cette modalité, prévue par l'article 10 b) de la Convention de Vienne, consiste pour le négociateur à apposer ses initiales.

Ainsi qu'en dispose la circulaire du 30 mai 1997 : " *Les négociateurs, en apposant leur dernier*

paraphe, reconnaissent la rédaction comme étant le résultat définitif de leurs discussions ".

Elle a une valeur provisoire et devra faire l'objet d'une confirmation ultérieure. Elle peut permettre aux plénipotentiaires de consulter leur gouvernement.

β) La signature " ad referendum ".

Il s'agit d'une signature sous réserve de confirmation du pouvoir de signer. Elle interviendra surtout lorsque le négociateur n'est pas habilité à signer. Elle pourra intervenir également lorsque l'on voudra donner plus de solennité à l'accord en réservant la signature finale à une autorité de rang plus élevé.

δ) Pratique française.

Ainsi que le souligne la circulaire du 30 mai 1997, [l'article 52 de la constitution](#) prévoit que le

Président de la République négocie et ratifie les traités. Le texte constitutionnel ne prévoit pas qu'il

les signe mais ne l'exclut pas.

En revanche [l'article 19 de la constitution](#) ne mentionne pas les actes prévus à l'article 52 parmi ceux

qui sont dispensés du contreseing du premier ministre et, le cas échéant des ministres responsables.

Le terme de " ministre responsable " doit être interprété comme visant le ou les ministres auxquels

incombe, à titre principal, la préparation et l'application du traité, et qui à ce titre, ont normalement

assumé la responsabilité de la négociation. Il ne s'étend pas à tous les ministres qui devront tirer les

conséquences de la ratification du traité.

Par ailleurs, la loi organique [n° 96-312, du 12 avril 1996](#) modifiée portant statut de la Polynésie

française prévoit, dans son article 40, que le président du gouvernement de la Polynésie française

peut recevoir pouvoir pour négocier et signer des accords dans le domaine de compétence de l'Etat

ou de la Polynésie avec un ou plusieurs Etats, territoires ou organismes régionaux du Pacifique et

avec les organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations Unies